

GRAND-DUCHE DE LUXEMBOURG

COUR ADMINISTRATIVE

**Numéro 21765C du rôle
Inscrit le 3 août 2006**

AUDIENCE PUBLIQUE DU 28 NOVEMBRE 2006

**Recours formé par Mme ..., ...
contre un bulletin d'appel en garantie délivré par le bureau RTS-Esch-sur-
Alzette de l'administration des Contributions directes
en matière d'impôt sur les traitements et salaires
- Appel -
(jugement entrepris du 12 juillet 2006, n° 20925 du rôle)**

Vu l'acte d'appel déposé au greffe de la Cour administrative le 3 août 2006 par Maître Laurent NIEDNER en nom et pour compte de Mme ..., demeurant à L-..., contre un jugement rendu en matière d'impôt sur les traitements et salaires par le tribunal administratif en date du 12 juillet 2006, à la requête de l'actuelle appelante tendant à la réformation, sinon à l'annulation d'un bulletin d'appel en garantie daté du 2 mai 2002, émis par le bureau RTS Esch-sur-Alzette du service d'imposition de l'administration des Contributions directes ;

Vu le mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 16 octobre 2006 par M. le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein ;

Vu le mémoire en réplique déposé au greffe de la Cour administrative le 16 novembre 2006 en nom et pour compte de l'appelante ;

Vu les pièces versées en cause et notamment le jugement entrepris ;

Le conseiller rapporteur entendu en son rapport et Maître Nicolas CHELY, en remplacement Maître Laurent NIEDNER, ainsi que M. le délégué du gouvernement Jean-Marie Klein en leurs plaidoiries respectives.

Le 2 mai 2002, le bureau de la retenue d'impôt sur les rémunérations d'Esch-sur-Alzette de l'administration des Contributions directes, ci-après désigné par le « *bureau RTS* », émit à l'encontre de Mme ..., prise en sa qualité d'administrateur délégué de la société anonyme ..., ci-après dénommée « ... », ayant eu son siège social à L-..., entre-temps déclarée en état de faillite, un bulletin d'appel en garantie (« *Haftungsbescheid* »), émis en vertu des paragraphes 103, 106, 109 et 118 de la loi générale des impôts, communément appelée « *Abgabenordnung* », ci-après désignée « *AO* », pour le paiement des sommes retenues ou qui auraient dû être retenues à titre d'impôt sur les salaires par la société ... pour les exercices 2000 et 2001, ainsi que des intérêts de retard y relatifs, pour un montant total s'élevant à 10.896,66 €

Par courrier de son mandataire du 22 juin 2005, Mme ... introduisit à l'encontre de ce bulletin une réclamation auprès du directeur de l'administration des Contributions directes, désigné ci-après par le « *directeur* ». Cette réclamation étant restée sans réponse, elle fit déposer le 18 janvier 2006 un recours contentieux tendant principalement à la réformation et subsidiairement à l'annulation du susdit bulletin d'appel en garantie du 2 mai 2002.

Par jugement du 12 juillet 2006, le tribunal administratif s'est déclaré incompétent pour connaître du recours en annulation et a déclaré le recours en réformation irrecevable pour non respect du délai légal pour agir en justice.

Par requête déposée au greffe de la Cour administrative le 3 août 2006, Maître Laurent NIEDNER a relevé appel du susdit jugement en ce qu'il a déclaré irrecevable son recours en réformation.

La partie appelante conteste que le délai pour agir ait expiré, soutenant que ledit délai n'aurait jamais commencé à courir.

A l'appui de sa demande de réformation du jugement entrepris, elle fait valoir que :

- le tribunal se serait exclusivement basé sur des suppositions pour conclure à une « *présomption de notification du bulletin litigieux* » dans le chef de l'appelante, alors que la remise effective du bulletin à la poste n'aurait pas été établie ;
- le bulletin émis n'aurait pas contenu d'information sur les voies de recours, cette omission empêchant que le délai légal pour agir en justice ait commencé à courir ;
- il serait erroné de dégager une connaissance complète du bulletin du fait des débats menés devant la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette et ayant abouti au jugement du 15 octobre 2003. En effet, selon l'appelante, il n'aurait pas été établi que le bulletin avait été communiqué en cause et la question de l'objet et de l'exigibilité de la dette n'aurait pas été débattue, étant relevé que contrairement à ce que le tribunal a retenu, l'affaire n'aurait pas concerné une demande relative à la validation d'une saisie-arrêt pratiquée à la requête de l'administration des Contributions directes, mais une demande tendant à voir déclarer, l'employeur de l'appelante débiteur pur et simple, faute d'avoir effectué les retenues sur salaire, suite à la notification d'une sommation à tiers détenteur, à la requête de l'administration des Contributions ;

Sur ce, dans la mesure où l'Etat serait resté en défaut d'établir que le bulletin a été régulièrement porté à la connaissance de son destinataire, l'appelante conclut que le délai

d'introduction du recours à son encontre n'aurait pas commencé à courir et son recours devrait être déclaré recevable.

Quant au fond, l'appelante conclut à l'annulation du bulletin d'appel en garantie dans le cadre du recours en réformation, pour erreur de droit, au motif que l'émetteur du bulletin aurait méconnu les conditions de qualification de la responsabilité personnelle de l'appelante au sens du paragraphe 109 AO, ainsi que « *l'obligation d'appréciation inhérente à sa propre compétence pour la mettre en œuvre* ».

Dans son mémoire en réponse déposé au greffe de la Cour administrative le 16 octobre 2006, le délégué du gouvernement soutient que l'appel manquerait de fondement.

Il soutient que le tribunal administratif aurait accumulé une masse de faits rendant totalement invraisemblable l'affirmation de l'appelante qu'elle n'aurait pas reçu normalement le bulletin litigieux. Il relève encore spécialement certains faits, au titre desquels les premiers juges auraient pu conclure que l'actuelle appelante avait connaissance dudit bulletin et ceci depuis le début.

Dans son mémoire en réplique déposé le 16 novembre 2006, l'appelante développe ses moyens et arguments. Elle soutient que son paiement serait intervenu « *suite à la contrainte* » et qu'il serait faux d'en dégager une preuve de la notification du bulletin litigieux ; qu'il serait encore erroné de vouloir déduire de son absence de contestation devant la Justice de Paix d'Esch-sur-Alzette une « *présomption de connaissance du bulletin* » et qu'elle n'aurait jamais reçu notification du bulletin original, sa contestation de l'indication de voies de recours basant sur le fait que le « *bulletin* » lui communiqué en octobre 2005 par le « *mandataire de l'administration* » dans le cadre d'une procédure de validation d'une saisie sur salaire n'aurait pas contenue pareille information.

L'acte d'appel est recevable pour avoir été introduit dans les formes et délai de la loi.

L'argumentation de l'appelante est en premier lieu et principalement basée sur la contestation de la notification du bulletin d'appel en garantie du 2 mai 2002 la déclarant co-débitrice solidaire des retenues d'impôt qui n'ont pas été effectuées par la société ... sur les traitements et salaires de son personnel et dont le paiement à l'administration des Contributions directes n'avait pas été effectué pour les exercices 2000 et 2001, ainsi que pour les intérêts de retard y relatifs.

Or, il se dégage d'un faisceau d'indices concordants, documentés par le dossier fiscal produit en cause, que l'actuelle appelante avait une connaissance effective dudit bulletin et ceci depuis l'époque à laquelle il devait normalement lui parvenir, sinon au plus tard lors du procès devant le juge de Paix d'Esch-sur-Alzette ayant abouti au jugement du 15 octobre 2003.

Au titre de ces indices, la Cour, rejoignant les premiers juges, se doit de relever que :

- l'accord manifestement trouvé entre l'appelante et le bureau RTS relativement à un échelonnement de la dette fiscale, en exécution duquel l'appelante a fait un premier versement de 1816,- € en date du 10 juin 2002, documente qu'elle avait une connaissance de sa dette et partant nécessairement du bulletin y afférent. Le fait que, apparemment en raison de problèmes financiers, l'appelante n'a par la suite pas continué les paiements ne saurait

ébranler ce constat, étant donné qu'il ne s'en dégage nullement une contestation quant à l'existence du bulletin ou de sa notification. En ce qui concerne les contestation et argumentation tirés de ce que le paiement soit uniquement à mettre en rapport avec la « contrainte » – non autrement spécifiée – émise à son encontre, l'appelante doit se voir opposer que la sommation à tiers détenteur à laquelle elle paraît se référer n'est intervenue qu'en date du 17 juin 2002, alors que son premier paiement (10 juin 2002) y est antérieur ;

- le courrier du 20 novembre 2002 émanant du mandataire de l'actuelle appelante et tendant à répondre à un courrier adressé le 31 octobre 2002 au nouvel employeur de l'appelante, en vue de pratiquer une saisie sur son salaire, quant à lui documente encore indubitablement une pleine connaissance de l'intéressée quant à sa dette et de son acceptation (« *Madame ... m'a remis votre lettre du 31 octobre 2002 adressée à son patron, la SA (...). Les montants, que vous réclamez, sont à charge de Madame ... alors qu'à l'époque, elle était gérante technique d'une société qui a été déclarée en état de faillite, société dans laquelle elle ne détenait pas de part. (...) j'ai reçu mandat de vous proposer des paiements mensuels de 1.000.- EURO, qui seront effectués par (...), sinon par moi-même, par virement (...), au début de chaque mois et pour la première fois, début décembre 2002* »).

A titre additionnel, il y a lieu d'ajouter qu'indépendamment de toutes considérations quant à l'objet exact de la procédure qui s'est déroulée devant le juge de Paix d'Esch-sur-Alzette et qui a abouti au jugement du 15 octobre 2003, le délégué du gouvernement a pu relever à bon escient que l'actuelle appelante, au cours de cette procédure et dans le cadre du débat du fond de l'appel en garantie par elle y engagé, n'a point contesté l'existence de la dette, mais uniquement mis en cause le bien fondé de l'appel en garantie à son égard, argumentaire confirmant une nécessaire connaissance du bulletin.

Il suit des considérations qui précèdent que même sans preuve de la remise effective à la poste du bulletin litigieux, la partie appelante en a eu connaissance complète, de sorte qu'elle a été mise en mesure et appelée à agir à l'époque à son encontre et sa réclamation du 22 juin 2005, intervenue plus de trois années après l'émission du bulletin et pratiquement deux années après la procédure devant le juge de Paix, a manifestement été formulée tardivement, le recours ayant partant à juste titre pu être déclaré irrecevable par les premiers juges.

Cette conclusion n'est point ébranlée par l'argumentaire subsidiaire basé sur l'allégation que le bulletin original – qu'elle conteste principalement avoir reçu – n'aurait pas contenu une instruction sur les voies de recours. Il est en effet patent que pareil argumentaire se trouve vicié à sa base par son incohérence flagrante avec les conclusions principales. En effet, si, comme elle le soutient en ordre principal, le seul et unique original existant du bulletin ne lui a pas été notifié, elle ne peut pas se prononcer sur ce qu'il renseigne et ce qu'il ne renseigne pas. Enfin, pour ce qui concerne les indications contenues sur la copie de la seule page recto du bulletin émis, elles ne permettent pas de tirer un quelconque indice pour ce qui concerne les indications le cas échéant contenues sur la page verso de l'original.

L'acte d'appel n'étant pas fondé, le jugement entrepris est à confirmer.

Par ces motifs,

la Cour statuant à l'égard de toutes les parties,
reçoit l'acte d'appel du 3 août 2006,
le dit non fondé et en déboute,
partant **confirme** le jugement entrepris du 1^{er} juin 2006,
condamne l'appelante aux frais et dépens de l'instance.

Ainsi jugé par :

Jean-Mathias Goerens, vice-président,
Marc Feyereisen, conseiller,
Henri Campill, conseiller rapporteur,

et lu par le vice-président Jean-Mathias Goerens en l'audience publique au local ordinaire des audiences de la Cour à la date indiquée en tête en présence du greffier de la Cour Anne-Marie Wiltzius.

le greffier

le vice-président